APPENDICE III

ACCORD RELATIF AU TRANSIT DES SERVICES AÉRIENS INTERNATIONAUX

Les Etats membres de l'Organisation Internationale de l'Aviation Civile signent et acceptent le présent Accord sur le Transit des Services Aériens Internationaux sont convenus de ce qui suit:

ARTICLE I

Section 1

Chaque Etat Contractant accorde aux autres Etats Contractants les libertés de l'air suivantes, relativement aux services aériens internationaux réguliers:

(1) Le privilège de traverser son territoire sans atterrir;

(2) Le privilège d'atterrir pour des raisons non-commerciales.

Les privilèges visés à la présente section ne seront pas applicables aux ports utilisés à des fina militaire de de des fina militaire de des fina militaire de des fina militaire de de de de de des fina militaire de de de des fina militaire de de aéroports utilisés à des fins militaires à l'exclusion de tout service aérien international. Dans les ronces à l'exclusion de tout service aérien international. tional. Dans les zones où sévissent des hostilités ou qui sont occupées militairement, et en temps de considération de la contraction de l ment, et, en temps de guerre, le long des routes de ravitaillement conduisant à ces zones l'exercise de tels milles des routes de ravitaillement conduisant des à ces zones, l'exercice de tels privilèges sera subordonné à l'approbation des autorités militaires compétentes.

Section 2

L'exercice des privilèges susmentionnés sera conforme aux dispositions de l'Accord Provisoire sur l'Aviation Civile Internationale et, lorsqu'elle entrera en vigueur, aux dispositions de la Comme de l vigueur, aux dispositions de la Convention relative à l'Aviation Civile Internationale rédigés à Chicago la 7 d' tionale, rédigés à Chicago le 7 décembre 1944.

Section 3

Un Etat Contractant qui accorde aux entreprises de transports aériens d'un e Etat Contractant le priville d'un interprises de transports aériens autre Etat Contractant le privilège de faire escale pour des raisons non-commerciales pourra eviger que con contractant le privilège de faire escale pour des raisons non-commerciales pourra eviger que con contractant qui accorde aux entreprises de transports aérieus autre Etat Contractant le privilège de faire escale pour des raisons non-commerciales pourra eviger que contractant qui accorde aux entreprises de transports aérieus montre de la contractant le privilège de faire escale pour des raisons non-commerciales pour des raisons non-commerci merciales pourra exiger que ces entreprises offrent un service commercial raison nable aux points auxquels con accel acc nable aux points auxquels ces escales sont effectuées.

Cette condition ne comportera aucune distinction entre les entreprises de sports aériens exploitées sur la mân distinction entre les entreprises de sports aériens exploitées sur la mân de la condition entre les entreprises entre la condition entre les entreprises entreprise entreprises entreprises entreprises entreprises entreprise entreprises entrep transports aériens exploitées sur la même route, tiendra compte de la capacité des aéronefs, et sera application de des aéronefs, et sera appliquée de manière à ne pas préjudicier l'exploitation normale des services aériens internations normale des services aériens internationaux intéressés ou les droits et obligations de tout Etat Contractent

Chaque Etat Contractant pourra, sous réserve des dispositions du présent ord, Accord,

(1) Désigner la route à suivre sur son territoire par tout service aérien international et les aéroports pouvant être utilisés par ce service;

(2) Imposer ou permettre que soient imposés à tout service aérien national des droits justes et reiser la la constant des droits justes et reiser la constant des droits justes et reiser la constant des droits justes et reiser la constant de la co international des droits justes et raisonnables pour l'utilisation des aéroports ou autres installations aéroports ou autres installations; ces droits n'excéderont pas ceux que paieraient des aéroness pationaux affacté par l'atilisation des que paieraient des aéroness pationaux affacté par l'atilisation des que paieraient des aéroness pationaux affacté par l'atilisation des que par l'atilisation des aérones pations que par l'atilisation des aérones par l'atilisation des aérones pations que l'atilisation des aérones pations que par l'atilisation des aérones par l'atilisation des actilisation des actilisations d paieraient des aéroness nationaux affectés à des services internationaux and logues: à condition que sur les recéderaits des services internationaux tractant logues: à condition que, sur les représentations d'un Etat Contractant intéressé, les droits imposés pour l'artilieré intéressé, les droits imposés pour l'utilisation des aéroports et autres installations fassent l'objet d'un examen par le Contractions fassent l'objet d'un examen par le Contractions fassent l'objet d'un examen par le Contractions des aéroports et autres installations fassent l'objet d'un examen par le Contractions d'un Etat Contractions d'un Etat Contraction intéressé, les droits imposés pour l'utilisation des aéroports et autres installations d'un Etat Contraction de la con tions fassent l'objet d'un examen par le Conseil de l'Organisation Internationale de l'Aviation Civile institué en vertu de la Convention susmentionnée, qui soumettra un rapport et des recommendations de l'Etat ou qui soumettra un rapport et des recommandations à ce sujet à l'Etat ou aux Etats intéressés.